
SORTIR DU CONFLIT OU ASSEOIR LA LUTTE ?

EXHUMER ET PRODUIRE
DES « VICTIMES RÉPUBLICAINES » EN ESPAGNE

Sélim Smaoui

La localisation des fosses communes où gisent les « disparus » légués par la violence d'État, l'exhumation des corps et leur identification font figure de procédés routiniers depuis le milieu des années 1980¹. Promue au rang des « meilleures pratiques »² par les réseaux d'experts professionnalisés dans la gestion de l'après-violence politique³, l'exhumation permettrait de suspendre le conflit et de dépolitiser les inimitiés. Elle est, en ceci, adossée à un double programme de « sortie de la violence ».

Sortir de la violence, c'est d'abord extirper les « familles de disparus » de l'incertitude et leur aménager les conditions d'un deuil possible. Anthropologues légistes⁴, psychologues⁵ et entrepreneurs engagés dans la cause érigent la « famille du disparu », considérée également comme « victime » et dotée du « droit de savoir »⁶, comme la légataire du processus. Localiser les corps, les rendre aux familles, de manière à ce qu'elles puissent offrir aux leurs une sépulture décente, autoriserait un deuil resté jusqu'alors différé.

Les exhumations seraient ensuite un outil au service de la « réconciliation ». Qu'elles servent d'appui aux enquêtes judiciaires (ex-Yougoslavie, Rwanda, etc.) ou parajudiciaires (« Commissions Vérité »), elles permettraient de colmater les antagonismes politiques et de restaurer l'« unité nationale »⁷. La mise en lumière de preuves matérielles, la connaissance rigoureuse des faits comme l'établissement d'une chaîne de responsabilités, que facilite l'analyse médico-légale des restes matériels, conjureraient le révisionnisme au profit de l'établissement d'un récit commun.

1. William Haglund, « L'archéologie et l'anthropologie médico-légales dans le contexte international », dans Jean-Paul Démoule, Bernard Stiegler (dir.), *L'avenir du passé. Modernité de l'archéologie*, Paris, La Découverte, 2008, p. 114-131.

2. « Les personnes portées disparues et leurs familles. Recommandations pour l'élaboration d'une législation nationale », fiche technique du Comité international de la Croix-Rouge, 11 octobre 2003, <<http://www.icrc.org/fre/resources/documents/misc/5t6jv7.htm>> (dernière consultation, le 8 janvier 2014).

3. Sandrine Lefranc, « La professionnalisation d'un militantisme réformateur du droit : l'invention de la justice transitionnelle », *Droit et Société*, 73 (3), 2009, p. 561-589.

4. « *Knowledge of the fate of their loved ones and the opportunity to complete funeral rituals provide a measure of psychological closure for the families* » (Karen Ramey Burns, « Forensic Anthropology and Human Rights Issues », dans Kathleen J. Reichs (ed.), *Forensic Osteology. Advances in the Identification of Human Remains*, Springfield, C. C. Thomas, 1998, p. 63-85, dont p. 82).

5. Susana Navarro, Pau Pérez-Sales, *Resistencias contra el olvido. Trabajo psicosocial en procesos de exhumaciones*, Barcelone, Editorial Gedisa, 2007.

6. « Les personnes portées disparues et leurs familles... », cité.

7. Erine Jessee, « Promoting Reconciliation through Exhuming and Identifying Victims in the 1994 Rwandan Genocide », CIGI Africa Initiative, *Policy Brief 2*, 17 juillet 2012 ; « Guatemala. Memoria del Silencio », rapport de la Commission d'éclaircissement historique (CEH), 1999, p. 67.

Les présupposés et convictions morales implicites portés par ces croyances expertes ont été passés au crible de la critique par les analystes des mécanismes de « sortie de la violence »¹. En étant soumis à un horizon de pacification, ces dispositifs ont, selon les auteurs, pour effet de dépolitiser la gestion institutionnelle de la violence passée. En établissant de légitimes critères d'expression de la souffrance, ces politiques érigent, en effet, comme seuls idiomes et figures possibles ceux de la « victime » et du « traumatisme ». Elles révoquent, ce faisant, la figure du militant et le langage de la lutte héroïque. Ce constat analytique est également une posture critique endossée par certains collectifs de victimes en rupture avec les pratiques instituées dans les contextes d'après-violence. En assimilant la guérison promue par cette thérapeutique d'après-violence (audiences de victimes, face-à-face entre victimes et bourreaux, exhumations, etc.) à une clôture politique, certaines associations ont choisi de poursuivre le combat porté par les militants disparus et de refuser les politiques de réparation².

Victimes ou héros ? Cette tension sémantique, éprouvée dans d'autres contextes³, qui révèle, concrètement, un désajustement entre les agendas des experts du « post-conflit » et ceux des groupes militants désireux de poursuivre la lutte sera ici analysée à nouveaux frais. Dans cet article, ce n'est pas tant la discordance entre les pratiques thérapeutiques de sortie de conflit et les postures agonistiques des « victimes » ou de leurs mandataires qui sera analysée, que leur agencement. Le champ militant espagnol constitue un poste d'observation qui permet de documenter les processus d'extraversions⁴ dont font l'objet les standards contemporains de pacification, et leur adaptation à des fins protestataires. Cet agencement sera donc analysé sur le terrain des exhumations des fosses communes en Espagne. Depuis le début des années 2000, l'Espagne connaît une effusion protestataire portée sur les effets de la violence d'État perpétrée sous la guerre civile (1936-1939) et la dictature franquiste (1939-1975). La « récupération de la Mémoire historique », selon l'appellation locale, regroupe des mobilisations qui hybrident les registres du militantisme « républicain » aux lexiques et pratiques victimaires enfantées par le cône sud-américain dans les années 1980 (mobilisations de « disparus », de « victimes », contre l'« impunité », pour la « Vérité, la Justice et la Réparation », etc.). Menée par des collectifs *ad hoc* depuis octobre 2000, l'exhumation médico-légale des, désormais, « disparus » réprimés par les forces franquistes est, à cet égard, une pratique courante qui illustre l'adaptation des standards de « sortie de conflit » à des fins protestataires.

L'activité de la Federacion Estatal de Foros por la Memoria (FEFM), collectif s'étant spécialisé dans l'excavation des charniers depuis l'année 2002, sert ici de cas d'étude⁵. Corrélée historiquement au tournant médico-légal ayant marqué les enquêtes sur les atteintes aux droits

1. Sandrine Lefranc, « Pleurer ensemble restaure-t-il le lien social ? Les commissions de vérité, "tribunaux des larmes" de l'après-conflit », dans Raphaëlle Nollez-Goldbach, Julie Saada (dir.), *La justice pénale internationale face aux crimes de masse. Approches critiques*, Paris, Pédone, 2014, p. 199-226 ; Didier Fassin, *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.

2. Zoé Crossland, « Buried Lives. Forensic Archeology and the Disappeared in Argentina », *Archaeological Dialogues*, 7 (2), 2000, p. 146-159 ; Alfredo Martín, *Les mères « folles » de la place de mai*, Paris, Renaudot et Cie, 1989.

3. Paola Díaz, Carolina Gutiérrez Ruiz, « Les détenus disparus, victimes ou résistants ? Les catégories dans la mobilisation de l'Association chilienne des familles de détenus disparus », dans Sandrine Lefranc, Lilian Mathieu (dir.), *Mobilisations de victimes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 129-144.

4. Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

5. Pour une brève présentation de la place du FEFM par rapport aux autres collectifs sur l'espace de mobilisation, se référer à l'annexe en fin d'article.

de l'Homme¹, l'activité du FEFM s'inscrit ainsi dans un espace de pratiques unifiées. Composé d'un personnel professionnel et scientifique (anthropologues et archéologues légistes, psychologues, historiens, etc.), qui s'ajoute au personnel militant et aux familles de disparus, l'association reconduit à grands traits les trois phases protocolaires recommandées dans ce champ international d'activité : 1/ enquête historique *ante mortem*, recueil de documentation et de témoignages auprès des familles ; 2/ exhumation scientifique des corps ; 3/ analyse de laboratoire, identification des individus, éclaircissement des causes de la mort. Pour autant, bien qu'il reproduise ces standards internationaux, le travail militant du FEFM est en rupture avec les objectifs et contraintes éthiques que s'imposent les praticiens internationaux².

« Front populaire de la Mémoire » comme se plaisent à le présenter ses cadres, qui rassemble l'ensemble des familles politiques de la gauche républicaine, le FEFM adosse les exhumations à une perspective « révolutionnaire » et refuse de produire une « mémoire aseptisée »³. Le collectif n'aspire nullement à œuvrer en faveur de la « réconciliation », principe décrié, assimilé au pacte conclu entre l'élite franquiste sortante et l'opposition démocratique lors de la transition espagnole, symbolisée par la loi d'amnistie (1977). Les exhumations ne se limitent pas, en outre, à la seule réparation des familles, une telle réponse particulariste dépolitiserait la cause. Menée par un personnel militant reconverti dans l'activisme en faveur des victimes et inscrites dans un contexte de re-mobilisation des déçus de la gauche parlementaire espagnole, l'exhumation des victimes républicaines est ici une pratique protestataire portée à l'encontre de la « réconciliation ». En remplaçant « le fusil et la baïonnette par la pelle et la pioche »⁴, en exhumant des « camarades » porteurs de valeurs combattives à reconduire, le FEFM invite à continuer le conflit contre les « héritiers du franquisme » et non à le résorber.

Une sociologie localisée de la circulation et des appropriations militantes des préceptes et pratiques du « post-conflit » porte ici un double enseignement. D'une part, elle démontre la force suggestive des politiques de soin promues par l'expertise internationale. Les pratiques observables localement sont, en effet, façonnées par les cadres d'action et les références légitimes promues. Mais d'autre part, les possibles hybridations et redéfinitions dont les pratiques de pacification font l'objet leur dénie toute consistance propre. Autrement dit, l'analyse des formes d'assujettissement que génère la « gouvernance » technicienne des droits de l'Homme (psychologisation des identités, déconflictualisation des conditions, etc.), se doit d'être complétée par les manières concrètes dont ces techniques de gouvernement investissent les acteurs, et les façons dont, simultanément, ceux-ci s'en saisissent pour s'autogouverner. En l'espèce, en Espagne, où la « transition démocratique » a longtemps été érigée comme un « modèle de démocratisation »⁵ et où la mémoire de la violence franquiste est accusée d'être

1. Eyal Weizman, *The Least of All Possible Evils. Humanitarian Violence from Arendt to Gaza*, New York, Verso, 2011.

2. Margaret Cox, Ambika Flavel, Ian Hanson, Joanna Laver, Roland Wessling, *The Scientific Investigation of Mass Graves. Towards Protocols and Standard Operating Procedures*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008 ; Derek Congram, Dawnie L. Wolfe Steadman, « Distinguished Guests or Agents of Ingérence : Foreign Participation in Spanish Civil War Grave Excavations », *Complutum*, 19 (2), 2008, p. 161-173.

3. *Manual de Memoria Historica. Protocolo de actuacion para excavaciones de fosas comunes*, protocole du FEFM, juillet 2006.

4. « Ideario de la Federacion Estatal de Foros por la Memoria », prospectus de présentation du FEFM.

5. Kenneth Maxwell, « Spain's Transition to Democracy. A Model for Eastern Europe ? », dans Nils H. Wessel (ed.), *The New Europe. Revolution in East-West Relations*, Baton Rouge, Capital City Press, 1991, p. 35-49 ; Bénédicte Bazzana, « Le "modèle" espagnol de transition vers la démocratie à l'épreuve de la chute du mur de Berlin », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 30 (1), 1999, p. 105-138.

timidement investie par l'action publique¹, l'adaptation des outils de pacification aux besoins de la lutte politique par un pan de la gauche espagnole autorise des formes de mobilisations infra-étatiques qui redonnent corps à l'univers de l'activisme républicain.

Il ne s'agit donc dans cet article d'opposer à l'argument d'une réconciliation vertueusement organisée par la « transition » la réalité d'une rémanence des mémoires traumatiques². La métaphore d'un « retour du refoulé », qui naturalise les antagonismes entre la « mémoire » et « l'oubli », ferait autant l'impasse sur l'analyse des conditions sociales de production des souvenirs³ que sur l'historicité des injonctions mémorielles⁴. Elle reconduirait en outre, et subrepticement, le présupposé normatif et téléologique selon lequel la violence produirait nécessairement un « stock » de mémoire traumatique, qui finirait forcément par s'exprimer, tôt ou tard, dans l'espace public⁵. La « politisation de la mémoire » est articulée ici à l'émergence de nouveaux cadres d'expression et de ressources d'action – produits des appropriations militantes des pratiques contemporaines de pacification – qui réactualisent et réinventent les formes de contestation de l'ordre hérité de la « Transition démocratique ».

Cette appropriation militante sera éclairée à partir de la problématisation renouvelée de l'exhumation médico-légale, documentée à partir d'une participation observante⁶ menée à l'occasion de l'excauation d'un charnier en août 2012 situé à proximité du village andalou d'Istán⁷. Après avoir analysé les logiques d'engagement des acteurs, trois mouvements concentriques, ayant pour pivot la fosse commune, décriront les dynamiques de cette hybridation des registres militants et experts.

L'investissement de la fosse commune sera d'abord saisi dans un cercle élargi, incluant l'environnement villageois. Afin de comprendre le positionnement politique du FEFM, je décrirai d'abord la manière dont le collectif négocie de façon critique sa place avec les acteurs locaux (élus locaux, villageois). Ces conflits situés révèlent, en creux, les qualifications antagoniques dont font l'objet les « disparus » dans l'espace politique et informent le positionnement du FEFM dans celui-ci. La focale sera ensuite resserrée sur les interactions, pratiques et conflits observables aux alentours du charnier. L'analyse de l'investissement concret de l'espace par le collectif démontre que les ressources militantes (discipline, organisation) et expertes (pratiques et énoncés scientifiques) marginalisent les narrations locales au profit d'un processus de requalification et d'objectivation politique du charnier. Enfin, un dernier cercle concentrique se concentrera sur le « contenu » de la fosse commune. Nous indiquerons que

1. Pour une synthèse sur les politiques de la mémoire en Espagne, cf. Paloma Aguilar, *Políticas de la memoria y memorias de la política. El caso español en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 2008.

2. Force est de préciser que cette précaution est d'ordre analytique, il ne s'agit pas ici de nier l'étendue des douleurs générées par les violences dont il est question...

3. Sarah Gensburger, Marie-Claire Lavabre, « Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : la sociologie de la mémoire comme tierce position », dans Bertrand Müller (dir.), *Histoire, mémoire et épistémologie. À propos de Paul Ricoeur*, Lausanne, Payot, 2005, p. 76-95.

4. Sébastien Ledoux, « Écrire une histoire du "devoir de mémoire" », *Le Débat*, 170 (3), 2012, p. 175-185.

5. Sandrine Lefranc, « Pleurer ensemble restaure-t-il le lien social ?... », cité.

6. Cet article s'appuie, en outre, sur vingt-quatre entretiens biographiques menés avec des membres du FEFM (2012-2013), ainsi que sur l'observation multi-située des activités des membres sur la même période (manifestations, hommages, excursions mémorielles, réunions, congrès, travail de laboratoire...).

7. Pour une approche des exhumations issue de la sociologie de la mémoire, cf. Juan Enrique Serrano Moreno, « Mémoire de vainqueurs, mémoires de vaincus. La construction démocratique à l'épreuve des conflits autour des mémoires de la guerre civile et du franquisme », thèse de doctorat en science politique, Paris, Université Paris I-Panthéon Sorbonne, 2013. Pour une approche anthropologique des exhumations contemporaines, cf. Francisco Ferrandiz, *El pasado bajo tierra. Exhumaciones contemporáneas de la Guerra Civil*, Barcelone, Anthropos, 2014.

l'économie de gestion des corps, hybridation de la martyrologie militante et des pratiques expertes du post-conflit, entend déboucher sur l'identification scientifique d'une « victime républicaine de gauche ». En guise d'ouverture, nous nous demanderons dans quelle mesure la pratique engagée de l'exhumation médico-légale renouvelle les modalités de transmission de l'héritage militant.

Dramatis Personae. Les devenirs militants des « exhumateurs »

Rite funéraire pour les familles, répertoire d'action pour les entrepreneurs de mobilisation, pratique routinière pour les archéologues et anthropologues physiques rompus à la pratique professionnelle de l'excavation, archive ouverte permettant de recenser les victimes et de redessiner la géographie des massacres pour l'historien... un instantané révélerait qu'une exhumation convoque des intérêts et des modes d'investissement singuliers. En dépit de cette division des tâches et des cadrages différenciés de la cause, qu'induraient les compétences et les attentes propres des acteurs en coalescence, le compartimentage entre l'expertise scientifique, le militantisme et la commémoration individuelle est refusé au sein du FEFM. Contrairement à d'autres collectifs analysés¹, militants comme scientifiques proclament harmonieusement être « des victimes/de gauche/républicains ».

Analyser ici l'alignement des dévouements sur la cause des victimes n'implique pas de se fier naïvement aux mobiles d'engagement allégués : comme d'usage, les enquêtés vantent une sensibilisation militante en réalité construite rétrospectivement, et reproduisent des registres de justification stabilisés par l'entre-soi militant. Cependant, au-delà des stratégies de mise en cohérence publique d'une cohésion de groupe, cet alignement des motifs d'engagement sur le discours organisationnel mérite d'être pris analytiquement au sérieux. La participation répétée aux exhumations – qu'elle se greffe ou non sur des représentations militantes intériorisées préalablement – est en effet constitutive, sur le long terme, d'une redéfinition progressive des conduites militantes et éthiques à adopter face aux « disparus ». L'itération de l'action participe par là même d'une redéfinition de la cause et des modes individuels d'adhésion. Cette redéfinition est d'abord statutaire et concerne les profils « militants » reconvertis comme les « scientifiques ».

Pour les militants du FEFM anciennement ou toujours affiliés à des organisations partisans et associatives (Parti communiste espagnol et Jeunesses communistes, principalement) l'univers des mobilisations en faveur des « disparus », dans lequel ils ont souvent basculé fortuitement au cours des années 2000, a représenté une offre de mobilisation ayant redéfini les formes vécues de l'engagement militant.

La revendication d'un « militantisme mémoriel », dans lequel ils spécifient désormais leur action, est d'abord fonction d'un ensemble de rétributions engrangées (ascensions militantes accélérées, responsabilités, gratifications symboliques renouvelées), auxquelles les structures militantes investies antérieurement altéraient l'accès. Cette identité militante est tout autant forgée par l'acquisition progressive de nouveaux savoir-faire tactiques. L'exhumation est un mode de recrutement : c'est à l'occasion du moment émotif de la récupération des corps que le collectif parvient à enrôler les scientifiques, les volontaires et les familles de disparus

1. Je m'appuie sur plus d'une vingtaine d'entretiens menés avec des membres de collectifs spécialisés dans les exhumations (Association de récupération de la mémoire historique, Sociedad de Ciencias Aranzadi, Association de récupération de la mémoire historique de Catalogne, notamment).

souhaitant « continuer la lutte » dans ses rangs. Elle est également un outil d'implantation géographique : face à la concurrence des autres collectifs, l'exhumation permet de mobiliser les réseaux militants d'une région, de fédérer les associations locales et de marquer, afin d'infléchir les stratégies des collectifs concurrents, une zone territoriale du sceau du FEFM. De même, apprendre à recueillir des témoignages, à fouiller des fonds d'archives, à maîtriser le lexique juridique des droits de l'Homme, à distinguer un os d'un gravillon dans un tamis... sont autant de compétences pratiques et d'innovations tactiques qui participent de la spécification d'un militantisme mémoriel.

En ce qui concerne le personnel professionnel (archéologues et anthropologues physiques), la transformation évolutive des cadres perceptifs (de leur propre rôle dans le processus, du sens à donner à la cause des « disparus », etc.) a été fonction des cadres d'action successivement investis depuis leur première collaboration associative. La posture de neutralité scientifique endossée à l'occasion de la première excavation, pensée comme une aide technique ponctuelle, a progressivement été réinterprétée à l'épreuve des cadres de socialisation expérimentés au gré des exhumations. Avant de s'engager dans les rangs du FEFM (2002-2005/7), les principaux anthropologues et archéologues ont d'abord collaboré avec des structures faiblement dotées en ressources militantes (petites associations de familles, laboratoires universitaires) et dénuées d'un discours organisationnel structuré. Ces premières expériences (« humaines », « au service des autres », « moralement importantes ») n'en ont pas moins façonné les appréciations individuelles : l'émotion générée par la récupération des morts – et surchargée par la présence des familles, confient les enquêtés – enjoignait à nuancer la portée strictement « scientifique » de leur objet de travail.

« Un os n'est plus un os, je ne pouvais pas les traiter comme les [squelettes] romains que j'exhume dans mon travail ! »¹
 « Une fois là-bas, c'était tout sauf une excavation supplémentaire, c'était un monde tout à fait différent, dans toute cette affaire, l'étude scientifique est ce qu'il y a de moins important. »²

Dans la foulée de ces premières expériences, l'impératif d'identifier les corps comme celui d'éclairer les causes du décès a simultanément conduit à acquérir des compétences médico-légales. Grâce aux formations dispensées par des anthropologues légistes nord-américains (balistique, fonctionnement de l'institution judiciaire) lors d'échanges universitaires, mais aussi du fait d'initiatives personnelles (lectures, assistance à des séminaires, documentation sur les expériences latino-américaines), archéologues et anthropologues intègrent de nouveaux questionnements qui réinscrivent l'aide prodiguée dans l'univers pratique des droits de l'Homme. Ceux-ci apprennent, ainsi, à détecter des tirs d'arme à feu, à rédiger des rapports obéissant à des contraintes de formes juridiques, à traiter scientifiquement un témoignage... Objet encore naguère d'une recherche fondamentale, le vestige exhumé fait sinon l'objet d'une expertise judiciaire, du moins d'une investigation. En ceci, la pratique archéologique et bio-anthropologique est graduellement adossée à des dispositifs d'enquête censés réparer les injustices léguées par la répression franquiste.

Si, à l'épreuve des premières exhumations, la sensibilisation à l'égard de la cause des disparus – comme l'incorporation de nouvelles pratiques expertes – a progressivement redéfini le sens de leur participation, les scientifiques endosseront, au contact du FEFM, une posture de

1. Entretien, anthropologue physique, cité.

2. Entretien, archéologue, Barcelone, avril 2012.

« militant-expert » combatif et durablement engagé dans la cause¹. Sollicités par le collectif (à partir de 2005), archéologues et anthropologues y découvrent, lors de cette nouvelle étape, un cadre de travail inédit.

« Et dans cette exhumation, ils ne parlaient pas d'os ou de victimes, mais de camarades... on ne disait plus "c'est le proche de telle famille", on le nommait, on l'appelait par son prénom... On passait notre temps à parler du "pourquoi", "pourquoi" on les a tués ? Ça m'a plu, c'était pas aseptisé comme dans les autres associations [...]. J'ai aimé la présence des drapeaux, la musique, les chants revendicatifs, c'était une autre atmosphère. »²

« Tous militants », « tous camarades »... l'économie de gestion interne du groupe, édifée par les cadres du FEFM entend en effet araser les différences statutaires. « Activisme social, culturel et politique » selon l'association, l'exhumation doit être menée par un collectif soudé. La construction d'un esprit de corps et d'un cadre d'action horizontal – prolongement de mobilisations associatives de quartiers populaires, dans lesquelles les cadres dirigeants du FEFM se sont durablement investis antérieurement – imbibe toute la philosophie de gestion du personnel. L'association attend de chaque individu qu'il soit polyvalent, participe à toutes les tâches et fasse preuve d'un volontarisme à toute épreuve. Hors exhumation, toutes les activités (se lever, manger, se doucher) sont menées à l'unisson et réglées selon un horaire précis. Cette ritualisation des activités, sans cesse entretenue par des militants habilités à diriger le personnel (encourager, réprimander), est le plus souvent interprétée par les scientifiques, en puisant dans le double registre professionnel et militant, comme de la « solidarité » ou de « l'interdisciplinarité ». Exhumer avec le FEFM, c'est expérimenter un cadre de travail « enchanté »³, où l'analyse scientifique est d'une immédiate utilité, reconnu par les autres membres de l'équipe, complémentaire, subsumé dans une programmation politique par l'encadrement militant (« dévouement », « résistance politique »).

Espace de mutualisation des forces et de camaraderie, les exhumations sont également des moments de communion avec des espaces symboliques et écologiques qui marquent une rupture avec le quotidien. À un niveau individuel, s'engager dans les fosses, c'est vivre une expédition de groupe qui porte les traits de l'aventure. Menée en pleine nature, cadre de travail/de militantisme inédit pour de nombreux membres du FEFM (hors archéologues et anthropologues), l'exhumation est une activité physique que l'on expérimente dans son corps (transpirer, se salir, se fatiguer, dormir peu) et dont on esthétise des aspects déplaisants que l'on se plaît à se remémorer (louer l'authenticité des conditions, la frugalité alimentaire, la dépense physique désintéressée). Selon certains militants, ce campement, planté dans les hauteurs andalouses et que l'on parsème de drapeaux républicains, reproduirait également l'ambiance poétique du maquis. Tout comme jadis, on y monte une garde nocturne, on s'approvisionne en victuailles, on « libère » un village, fût-ce avec des « pelles et des pioches », on fourbit des stratégies politiques... Si cette esthétisation individuelle du travail militant et professionnel, parfois avouée à demi-mot, est tributaire du cadre écologique et spatial dans lequel se déroule l'action, elle est diachroniquement entretenue par un entre-soi qui s'est

1. Nicolas Dodier, « Experts et victimes face à face », dans S. Lefranc, L. Mathieu (dir.), *Mobilisations de victimes*, op. cit., p. 29-36.

2. Entretien, anthropologue physique, cité.

3. Laurent Willemez, « De l'expertise à l'enchantement du dévouement », dans Annie Collovald (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du tiers-monde*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p. 49-78.

structuré à l'épreuve des expériences partagées. Le FEFM rassemble, en effet, des individus ayant communément fait l'expérience de l'adversité (en 2010, les militants sont expulsés d'un village, vigoureusement intimidés par des groupuscules d'extrême droite) et du succès collectif (avoir réuni un nombre important de villageois lors d'un hommage...). Autant de « faits d'armes » qui façonnent la mémoire du groupe et qui conduisent à réévaluer, progressivement, le sens des activités et à placer l'exhumation dans l'univers de la lutte.

Mais cette profonde redéfinition du sens de l'action est également suggérée par les conséquences biographiques immédiates de ces engagements. Bien plus que de se réduire à un espace d'actualisation de valeurs intériorisées, ou un lieu de commémoration des victimes et de véridiction sur leur sort, l'exhumation est progressivement constitutive d'un nouveau rapport à soi. Les appétences et compétences développées sur le long cours en faveur des « disparus » sont souvent redéployées dans les sphères domestiques, familiales et professionnelles. Réécrire son histoire familiale (enquêter sur sa propre famille, découvrir qu'un arrière-grand-oncle a été fusillé, se mettre à la recherche du corps, et devenir à son tour une « famille de disparu ») ; reconfigurer le rapport à entretenir avec son lieu d'appartenance (écrire un ouvrage sur la répression subie par son propre village, son quartier, son coin de rue, etc.) ; réinventer le sens profond de sa vocation professionnelle (ériger des frontières déontologiques dans sa pratique professionnelle, calquées sur les antagonismes en vigueur sur le champ militant ; revendiquer la portée « politique » de son statut de scientifique, pratiquer le bénévolat, organiser des colloques universitaires « critiques »), etc. L'engagement en faveur des « disparus » s'imprime dans le travail sur soi, tout en étant mis en cohérence avec le cadre à partir duquel on investit la cause. Les exhumateurs intègrent de nouvelles grilles de lecture, modifient les représentations portées sur *leurs mondes quotidiens* (militant, professionnel, familial), jusqu'à finir par se revendiquer comme des descendants idéologiques, affectifs, voire biologiques, des « camarades victimes du franquisme » et à s'y identifier.

Par-delà l'hétérogénéité de leurs parcours, les exhumateurs font tous état d'une découverte de leur « propre histoire ». Une telle « découverte » est certes attestée par une rhétorique d'identification politique ou communautaire (« je suis devenu républicain/victime », etc.) mais elle s'observe surtout dans l'attitude critique portée à l'encontre des rapports de pouvoir quotidiens et banals dans lesquels les enquêtés étaient jusqu'alors enserrés. Remettre en question l'« l'histoire officielle » de la guerre civile et de la dictature, revient – lorsque l'on interroge les exhumateurs sur la manière dont cette attitude critique se déploie dans leur *vécu pratique* – à remettre en question les micro-vérités qui règlent les rôles auxquels ils seraient quotidiennement assujettis. Embrasser la cause des « disparus », c'est, pour tel anthropologue physique, refuser l'« aseptisation » scientifique qui réglait son statut d'universitaire et qui prohibait un engagement militant ; c'est, pour tel militant déçu par les Jeunesses communistes, fustiger le « révisionnisme » des organisations politiques traditionnelles, qui le détournait de la lutte « véritable » et l'aliénaient dans l'« oubli » des « racines républicaines » ; c'est, enfin, pour nombre d'enquêtés, déplorer la « peur » familiale dans laquelle ils auraient été élevés, les enfermant dans l'attitude insouciant du citoyen débonnaire. À mesure de leur engagement, les acteurs historicisent les conditions et les certitudes qui règlent leur assujettissement : les conflits anodins qui sévissent dans leurs propres familles, les débats épistémologiques qui rythment leur vie universitaire, comme les conflits d'appareil vécus dans leur parti d'affiliation seraient ainsi les effets discrets de l'« oubli » généré par la « Transition ».

La problématisation d'une cause est indissociable de la problématisation de soi. Dès lors, l'analyse de la construction d'une cause ne peut faire l'économie du champ d'expérience

dans lequel prend pied le travail de problématisation¹. La fabrique de la cause des « disparus » ne se limite pas à des effets de catégorisations opérées par les entrepreneurs de mobilisation. Les sociabilités vécues aux abords du charnier transcendent, par effet d'imprégnations croisées, les positions sociales des exhumateurs². Sur le temps long, les exhumateurs expérimentent et sont travaillés par les problématiques qu'ils mobilisent, et qui reçoivent les manières dont on rend compte de soi. En ceci, sur le long terme, l'exhumation est un processus constitutif de subjectivités renouvelées³. Les exhumations sont donc analysées ici comme des expériences socialisantes : c'est le dévouement politique, du personnel militant comme scientifique, qu'elles génèrent qui irrigue et configure le cadre de mobilisation spécifique du FEFM.

Acte 1. L'arrivée au village : instituer une place critique

Deux jours avant l'exhumation, une première partie de l'équipe découvre Istán pour la première fois, modeste hameau de mille cinq cents habitants perdu dans les hauteurs andalouses. Cette arrivée au village, rythmée par des rencontres et interactions circonstancielles, révèle graduellement l'interprétation que se fait collectivement l'équipe de son « droit d'entrée » en ce lieu inconnu. En l'espèce, le FEFM instaure d'emblée un rapport de force critique à l'endroit de deux catégories d'acteurs : le villageois et l'élu local.

Le choix du village d'Istán

L'exhumation de la « fosse d'Istán » était autant un projet qu'un choix de circonstance. Le FEFM envisageait, dès le début de l'année 2012, d'exhumer une fosse commune à Sant Quirze del Vallès en Catalogne. Mais les prospections archéologiques n'ayant pas permis de localiser le charnier, l'association s'est « tournée », au début de l'été vers la fosse d'Istán, dont elle planifiait également l'exhumation. Le parent d'un disparu, à la suite de la découverte d'un pied que l'érosion pluviale avait fait saillir – une partie de la fosse étant située sur le flanc d'un coteau –, avait sollicité, début 2012, l'aide de l'adjointe au maire de la ville d'Istán qui contacta à son tour la section du FEFM de la ville de Malaga. Le FEFM bénéficia ainsi du travail de documentation disponible de sa section locale et décida d'organiser l'exhumation de la fosse d'Istán. Ce changement précipité de charnier a eu le mérite (sociologique) de rendre visibles les appuis locaux dont bénéficiait l'association (la logistique fut mise en place en peu de semaines), de permettre de mesurer le dévouement du personnel scientifique (la majorité des archéologues et anthropologues vivant à Barcelone et dans les environs, l'exhumation de la fosse d'Istán impliquait un plus long et coûteux déplacement que pour San Quirze del Vallès et ce, en pleine période de vacances estivales) et de jauger, enfin, l'unité de la grammaire de mobilisation (les objectifs décrétés lors des réunions préparant l'exhumation catalane étant reconduits à Istán).

1. Daniel Cefaï, Cédric Terzi (dir.), *L'expérience des problèmes publics. Perspectives pragmatistes*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2012.

2. Nous empruntons ici les catégories d'analyse de Maurice Agulhon, *La République au village*, Paris, Seuil, 1979 (1^{re} éd. : 1970).

3. Jean-François Bayart, « Conclusion. "Total subjectivation" », dans Jean-François Bayart, Jean-Pierre Warnier (dir.), *Matière à politique. Le pouvoir les corps et les choses*, Paris, Karthala, 2004, p. 215-253.

Fourgonnettes et sacs à dos débordant de matériels bien en évidence, avec une escorte assurée par l'adjointe au maire, des jeunes gens aux allures citadines affublés du logo républicain du FEFM sur leur *t-shirt* font irruption au village. Ils affichent leur militantisme, traquent, au vu et au su de tous, le moindre mouvement derrière une imposante caméra, le tout dans une ambiance de franche camaraderie (rires, tons complices, plaisanteries). Les premiers instants bravent la quiétude de ce village confiné et ne passent guère inaperçus. Surtout aux yeux d'un jeune homme qui vient aussitôt feindre la curiosité et questionner les nouveaux venus sur leurs intentions, avant de poursuivre : « C'est un drapeau républicain ça non ? Vous venez déterrez nos morts c'est ça ? [...] Moi le mort, je viendrai lui faire "poum" sur la tête [il mime un coup de pied] ». « D'où viennent-ils ceux-là ? », « De tous les endroits où ils devraient être en ce moment même ! », commentent distinctement deux octogénaires au regard glacial. Murmures, silences soudains et œillades hostiles accompagnent les premières déambulations du groupe dans le village et alimentent le sentiment d'intrusion.

Dérangeant, cet accueil ne l'est pourtant point aux yeux des militants. Anticipé tout le long du voyage qui a mené vers Istán, il est au contraire fièrement assumé. Sans pour autant manquer de correction, les militants s'amusent en effet des réactions, les filment, les commentent au fur et à mesure, s'en attristent pour mieux se persuader de la validité de leur projet, en surdéterminent la portée également. Face aux réactions villageoises, les militants demeurent courtois et tentent, au besoin, de neutraliser le scepticisme des réticents par un didactisme offensif (« En s'occupant des morts on s'occupe de vous, les vivants ! »). Les membres du collectif sont rodés. Ces réactions font échos aux tracasseries éprouvées précédemment dans d'autres villages. Elles ne feraient que confirmer la « peur » dans laquelle Istán serait abîmée. « *La vamos a liar* » (« On va créer l'embrouille »), l'expression, chuchotée entre les rires, est itérative : la présence dans le village instaure d'emblée un différend dont les militants se congratulent. Un différend interprété aussitôt en termes « politiques ». L'hospitalité comme la défiance villageoises sont continûment redistribuées dans des étiquettes politiques (les « fachos »/les « familles de républicains »).

Ce désir d'« embrouille » rejaillit également à l'issue des premières discussions avec les élus locaux. Principal relais local de l'association dans le village, l'adjointe au maire (Gauche unie)¹ reçoit l'équipe dès son arrivée à Istán. Tout en s'évertuant à mettre en scène un rapport personnalisé et une connivence idéologique avec les membres du collectif, l'adjointe veille à se présenter comme la seule interlocutrice légitime. En coulisse, cette stratégie de séduction et d'emprise sur l'initiative est pourtant raillée par les militants. Le matin même, lors d'une conférence de presse organisée à Malaga pour présenter le projet d'exhumation, deux événements ont suscité l'ire des militants. Le président du FEFM estime avoir essuyé un affront de la part des représentants régionaux de Gauche unie, qu'il accuse de l'avoir ignoré devant les médias et de s'être appropriés l'initiative. Pis, lors de son intervention, l'adjointe au maire déclare que les mêmes démarches auraient été engagées si des individus de « l'autre camp », franquistes, avaient été enterrés dans la fosse, inaudible mise en équivalence des « victimes » pour les militants. Ces postures publiques, assimilées à de l'électoralisme, entendent être dénoncées par le collectif. Le différend surgira plus tard, dans le village, au détour d'une discussion banale. Lors de cet échange, le président du FEFM expose

1. Créée en 1986, Gauche unie (Izquierda Unida) est une coalition regroupant divers partis, dont le Parti communiste d'Espagne (PCE).

la « philosophie » de l'exhumation à l'adjointe et tente de la soustraire, par la surenchère rhétorique, du contrôle politique de la situation.

Adjointe au maire : « Le bar X vous préparera les sandwiches, vous serez combien ? »

Président du FEFM : « Vingt-cinq personnes. »

A : « Vingt-cinq ah !... Vingt-cinq... je ne savais pas qu'on avait besoin de tant de personnes pour une exhumation ! »

P : « Ce n'est pas uniquement la fosse qui nous intéresse, nous, on fait un travail politique, social et culturel [...], l'important c'est que les gens viennent visiter la fosse, que l'on fasse des activités et que l'on socialise les gens avec ce qu'il s'est passé. »

A [en chuchotant] : « Oui, oui, je comprends, c'est important [...] mais je connais mon village, il faut y aller avec beaucoup de prudence, ne pas brusquer les gens [...]. Moi, je vous appuie à 100 %, mais je sais comment sont les gens ici... »¹

À l'issue de cette première journée de prise de contact, autour de l'apéritif, les militants susurrent leur satisfaction à l'unisson : « Elle ne s'y attendait pas, elle a peur » ; « ils [les élus] doivent se dire, c'est quoi ce bordel dans lequel on s'est mis ! » ; « tout le monde doit flipper dans le village ! » ; « qu'ils aillent se faire voir, on est là pour tout faire bouger comme d'habitude ! ». Le rôle assumé de « trublion » qu'entend endosser le FEFM dans le village, que révèlent les coulisses de l'action, n'est que l'expression située de la place critique qu'occupe le FEFM dans l'espace politique espagnol.

La défiance à l'égard des élus locaux doit être lue à l'aune des conflits éprouvés par les cadres du FEFM avec l'acteur partisan depuis sa création. Née dans le giron du Parti communiste espagnol (PCE) en 2002, l'association, baptisée au départ Foro por la Memoria, a été principalement initiée par des militants encartés. Marginalisés progressivement par des conflits d'appareil, les membres du collectif décideront de s'affranchir du PCE en 2005, et de créer le FEFM².

L'autonomisation progressive de l'action associative est intimement liée à la carrière contrariée de L. M.³, une figure militante encartée dans la ville de Leganés (sud-ouest de Madrid). Après avoir multiplié les responsabilités militantes locales, pendant les années 1980 et 1990 (association de voisins, secrétaire politique du PCE à Leganés, encadrement de nombreuses luttes locales, etc.), le parcours de L. M. connaît un tournant en 1999. Il intègre à cette date une association de quartier, l'Asociación Cultura Paz y Solidaridad Haydée de Santamaria. Celle-ci l'initie à des thématiques qu'il qualifie, rétrospectivement, de « mémorielles »⁴. Dans le contexte de médiatisation des premières mobilisations des familles de disparus, au début des années 2000, L. M. décide de promouvoir la « Mémoire historique » dans les circuits partisans du PCE. Il parviendra alors à forcer l'attention de ses hauts dirigeants, qui lui confient une rubrique « mémorielle » dans *Mundo Obrero*, le journal du Parti. Au gré des contacts tissés lors de ses enquêtes journalistiques, et tout en s'appuyant sur les amitiés militantes que permet son double ancrage partisan et associatif, L. M. décide de créer le Foro por la Memoria en 2002, collectif intégré dans l'appareil partisan, consacré exclusivement à l'exaltation de la mémoire des militants du PCE.

1. Observations personnelles, Istán, 31 juillet 2012.

2. Les données traitant spécifiquement du processus d'autonomisation de l'association ont été recueillies entre le mois d'avril 2012 et le mois d'avril 2013 auprès d'une quinzaine de membres du FEFM.

3. Les initiales ont été modifiées. Entretien réalisé à Madrid le 24 mars 2013.

4. Lecture d'ouvrages soulignant l'importance de se réapproprier le « patrimoine militant », fréquentation de militants internationaux (zapatistes, palestiniens, irakiens, cubains, etc.) venus présenter leurs luttes anti-impérialistes, invitation d'anciens *guerrilleros* espagnols venus narrer leurs expériences du maquis républicain.

Alors que la petite structure bénéficie au départ d'une certaine liberté d'action, elle fera l'objet, à mesure de son développement, de stratégies croissantes de neutralisation de la part du Parti. Les premières tensions proviennent de la posture critique que revendique progressivement l'entrepreneur associatif. Le « déni historique » dont souffriraient les victimes du franquisme, auquel L. M. est sensibilisé dans le cadre de ce nouvel activisme, fournit un contenu critique qui ravivait ses anciennes volontés d'infléchir les orientations partisans de l'intérieur¹. Les critiques ouvertes de la politique d'amnistie de 1977², dont le PCE a été partie prenante, lui valent alors de nombreuses remontrances au sein du Parti – la « Réconciliation » faisant, du reste, office de ressource de légitimation historique pour des dirigeants établis du PCE³. La collaboration avec des militants non encartés, qu'autorise son engagement associatif local, et la découverte, sur le terrain, d'une cause des victimes qui transcende la seule appartenance partisane le persuadent également de la nécessité de ne guère réduire la cause à son seul versant « communiste ».

Par ailleurs, la légitimité comme la persistance de son insubordination à l'égard des cadres du Parti seront, nonobstant les admonestations partisans, doublement alimentées. D'une part, cet entrepreneur associatif bénéficie du soutien de militants marginalisés issus de nombreuses sections andalouses du PCE. Dans la section de Huelva (sud-ouest de l'Espagne) par exemple, d'où étaient issus des militants encadrant l'exhumation de la fosse d'Istán, des conflits d'appareil avaient conduit des militants à investir stratégiquement la cause mémorielle. Une section locale du Foro por la Memoria avait alors été créée afin de peser sur les luttes locales. D'autre part, la suspicion croissante à l'égard des élus a été nourrie lors des premiers contacts entretenus avec les responsables politiques locaux à l'occasion des premières exhumations (2002-2005). Soumis à des contraintes de rôle électorales, les élus locaux étaient sinon accusés de faire obstacle aux exhumations, du moins d'en contenir la portée disruptive.

Ces premières dynamiques (2002-2004) témoignent d'une réévaluation croissante des frontières de la cause défendue (passage d'une « mémoire du communisme » à une « mémoire de la gauche républicaine »), de l'acquisition de ressources d'action qui autorisent l'indiscipline (enrôlement de militants régionaux du PCE en rupture avec leurs hiérarchies), mais aussi d'une déconnexion croissante entre les perceptions de la ligne partisane et les attentes reconfigurées par le militantisme de terrain.

Ces discordes déboucheront sur un conflit ouvert, qui se cristallise à l'orée des élections législatives de 2004. Selon L. M., le contrôle de la « Mémoire historique », devient un enjeu pour de nombreux dirigeants désireux de s'assurer des positions institutionnelles en cas de victoire de la gauche. Les stratégies d'obstruction des activités, l'organisation de réunions où il n'était pas convié, comme les intimidations individuelles conduisent L. M. – et ses fidèles – à s'émanciper du PCE en 2005, à fédérer les militants des sections locales de l'association et à créer le FEFM⁴.

1. Le militant revendique, de manière générale, une posture de perturbateur au sein du PCE (qui lui valut par le passé des tentatives d'expulsion), au nom de son *ethos* d'activiste « de terrain ».

2. Que l'entrepreneur associatif expose au grand jour lors des réunions des sections du PCE, de discussions ordinaires avec ses camarades encartés, ou dans le cadre d'articles d'intervention publiés dans des journaux militants.

3. Juan Antonio Andrade Blanco, *El PCE y el PSOE en la Transición. La evolución ideológica de la izquierda durante el proceso de cambio político*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, 2012.

4. Le Foro por la Memoria existe toujours et demeure contrôlé par un personnel issu du PCE.

« Et à partir de là, avec l'autonomie de l'association, ce qui est arrivé c'est que la Mémoire historique, qui était en fait un outil pour transformer le Parti communiste de l'intérieur, s'est transformée en *une fin en soi*. La mémoire n'était plus un outil, mais notre objectif. »¹

L'engagement en faveur des « victimes » s'assimile d'abord ici à une autonomisation progressive de l'action militante du cadre partisan. Seule la constitution d'un collectif « citoyen », qui fédère toutes les composantes de la gauche espagnole (socialistes, communistes, anarchistes), alignées sur l'horizon de la (re)fondation d'une Espagne républicaine, serait à même de se charger d'un travail de reconquête idéologique qui ne soit point oblitéré par les agendas des organisations traditionnelles.

En marge de ces conflits d'appareil, les cadres du FEFM ont peu à peu tissé des relations tendues avec les familles des victimes et ont repensé, au cours de la mobilisation, le rôle à leur assigner. Ces différends sont nés des dissensions survenues au contact de la principale association de familles de disparus, l'Association de récupération de la mémoire historique (ARMH), association auprès de laquelle le président de la FEFM a vécu sa première exhumation en 2003. Accusée de ne guère politiser la cause des « disparus », de réduire l'exhumation à une affaire familiale (récupérer les corps au nom de la seule « dignité »), en somme de construire une « mémoire privée »², l'ARMH honorerait le traumatisme familial au détriment du combat militant des « camarades » exhumés.

Cette perception négative du rôle de l'ARMH est simultanément forgée par la familiarisation graduelle avec la réalité villageoise lors des premières exhumations encadrées par le FEFM. Les militants confient s'être retrouvés dans des territoires où séviraient une « peur » et un « apolitisme » insoupçonnés.

« On l'a tué alors que c'était quelqu'un qui n'a jamais rien fait de mal » ; « Non, c'était pas un communiste, c'était quelqu'un de bien » ; « On lui a dit de ne pas faire de politique, il nous a mis dans de beaux draps... », etc.³

À mesure des premières enquêtes menées dans les villages, les militants se heurtent à un discours familial qui dépolitise la mort de la victime, en occulte les circonstances, voire, parfois, lorsque l'activisme politique était assumé, qui accuse le mort d'avoir été coupable de la stigmatisation que la famille a dû endurer au fil des générations au sein du village. Le « villageois » est rétrospectivement présenté par les militants comme un acteur à émanciper. Celui-ci reproduirait aussi bien les « idées reçues » locales, qui travestiraient la réalité des faits, que la narration fataliste qu'auraient enfantée les politiques d'amnistie sous la Transition.

Les « victimes n'appartiennent pas aux familles » (ni aux collectifs concurrents, donc), pas plus qu'elles ne seraient l'apanage des organisations traditionnelles de la gauche espagnole. La posture critique qu'endosse le groupe militant dès son arrivée au village est donc à la jonction de plusieurs dynamiques : elle traduit localement une perception négative – forgée

1. Entretien, militant du FEFM de la section de Huelva, Istán, 4 août 2012.

2. « Apoyar a la ARMH es enterrar la memoria » communiqué du président du FEFM, 2004. Pour des exemples de conflits entre le FEFM et l'ARMH, cf. aussi Francisco Ferrandiz, « Exhuming the Defeated : Civil War Mass Graves in 21st-Century Spain », *American Ethnologist*, 40 (1), 2013, p. 38-54.

3. Ces propos sont autant des extraits d'entretiens menés auprès des membres du FEFM (avril 2012-avril 2013) que des réactions villageoises relevées aux alentours de la fosse.

à l'épreuve des reconversions militantes – du rôle des organisations politiques traditionnelles en matière de lutte contre l'impunité du franquisme autant qu'elle est la résultante de lutte de positionnements dans l'espace de mobilisation mémoriel.

Acte 2. Une objectivation politique du charnier : (re)faire parler les morts, redéfinir la situation

S'approprier une cause revient aussi à s'approprier un espace physique. Comme le relève Javier Auyero, « c'est dans l'espace que viennent se loger toutes les représentations partagées par les individus, tout en déterminant l'agencement, physique comme mental, de ces derniers »¹. Le mode d'investissement physique de l'espace matérialise le travail politique de qualification de la cause opéré par l'association.

À Istán, alors que des premiers travaux de prospections archéologiques sont engagés à l'aube de la deuxième journée, le reste de l'équipe amorce une appropriation physique des alentours du charnier. Le quadrillage du territoire est à première vue fonctionnel et symbolique. Des tentes sont dressées afin de marquer une zone d'excavation, un espace de témoignage, où familles et villageois sont reçus, ainsi qu'un espace de documentation et de communication (ordinateurs permettant aux historiens de consulter les archives). Simultanément, des drapeaux de la Seconde République, ainsi qu'une imposante banderole brandie à l'entrée de la zone réclamant « Vérité, justice et réparation pour les victimes du franquisme » sont entreposés dans les environs immédiats de la fosse.

Mais cette prise de possession du lieu érige surtout une frontière entre la « fosse » et le « village ». Barrières, cordons de sécurité, militants munis de gilets phosphorescents chargés de réguler les entrées, port d'accréditations autour du cou... à l'issue de quelques heures de travail, l'accès à la fosse est, en effet, balisé. Ce marquage du territoire structure l'action et les représentations militantes selon différentes échelles. Du point de vue du sens que les acteurs confèrent individuellement à l'action, et coproduisent lors des interactions, l'édification d'une frontière est une initiative tactique revendiquée, qui permettrait de régner en actes sur la cause et de déposséder les villageois de toute emprise sur celle-ci. « Quand ils [les villageois] viennent sur la fosse, ils sont sur notre terrain. Quand on est dans le village, on est sur le leur », justifie à plusieurs reprises, sur un ton complice de tacticien, un militant expérimenté aux quelques primo-participants pour justifier ses instructions. Ce travail d'appropriation de l'espace correspond en outre à une économie de gestion du travail militant. L'aménagement de l'espace répond en effet à des besoins de rationalisation des activités (exhumer, recueillir les témoignages, etc.), permet d'entretenir la cohésion militante et de requalifier les dévouements (surveiller la fosse la nuit, nettoyer les corps, s'acquitter des tâches de sécurité, remplir les bouteilles d'eau sont des tâches auxquelles s'adonnent aussi bien les militants, psychologues, historiens, etc.) et véhicule une image de professionnalisme (à l'égard des médias, des potentiels militants à recruter et des associations concurrentes).

En élargissant la focale sur l'environnement villageois, le quadrillage de l'espace redéfinit la situation, reconfigure le rapport à avoir à l'égard des « victimes » et redistribue les identités des acteurs présents. Quel est donc ce « terrain » que les militants découpent et dont ils deviennent les éphémères dépositaires ?

1. Javier Auyero, « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160 (5), 2005, p. 122-132.

Cette frontière démarque, d'abord, des régimes d'historicité qui entrent soudainement en co-présence. En s'appropriant physiquement ce fragment de terrain, le collectif y transpose des savoirs, des notions, des pratiques, un dispositif en somme, visant sinon à concurrencer la narration locale jusqu'alors en vigueur, du moins à la traduire dans un langage renouvelé. Avant l'arrivée de l'équipe, la fosse – et les corps qu'elle renfermait – était jusqu'alors spécifiquement *associée* au monde villageois. Comme dans d'autres villages espagnols, le charnier est affublé d'un sobriquet bordé de folklore local (« *La lomilla de los muertos* » : « le coteau des morts ») que l'on se transmet de générations en générations. Il fait l'objet de récits dont on ne fait que des messes basses ou que l'on tait. On en fait des usages détournés aussi – effrayer les enfants, par exemple : « N'allez pas jouer là-bas, les morts vont sortir de leur trou ». Seule l'étroitesse de deux supports donnait existence à la « fosse » : elle demeurait dans les frontières de l'unité géographique locale et dans celle des récits rapportés, que tamisaient souvent, d'ailleurs, les pudeurs familiales.

Par son implantation, le collectif opère un déplacement d'échelle et de signification : le « coteau des morts » devient une fosse des « victimes du franquisme » ; à l'instar de tant d'autres, les « morts » sont traités par les légistes comme des « disparus » ; la « fusillade », objet de rumeurs et de versions multiples, devient l'effet d'une répression « planifiée » au niveau national. La fosse est dé-singularisée, mise en équivalence, déplacée sur le terrain de la violence d'État et traitée comme telle. Cette objectivation politique du charnier, qui reconfigure le récit local au fil des interactions entre militants et villageois, est fonction de ressources spécifiques mobilisées par le FEFM pour forcer la croyance. L'autorité scientifique des acteurs en place (historiens, anthropologues physiques, archéologues, psychologues, etc.) comme la maîtrise militante d'une rhétorique, acquise au gré des exhumations, permet de contrebalancer le scepticisme villageois.

Mais c'est d'abord l'aménagement physique de l'espace opéré par le collectif qui entend produire une signification renouvelée. Les frontières physiques aménagées tiennent lieu de frontières mentales qui entendent définir les modes d'agir des visiteurs. Le contrôle de l'espace est ici une ressource qui dramatise le sens à conférer à la réapparition des corps.

Lorsque les proches des victimes se rendent sur place, ces dynamiques sont rendues saillantes¹. Suivons ici le parcours d'une fille de victime souhaitant « revoir » son père. Une fois sur les lieux, celle-ci est accueillie à l'entrée de la zone par la psychologue puis est conviée dans l'espace de témoignage afin de se présenter et échanger quelques mots. Elle est ensuite accompagnée jusqu'à la fosse. Une première barrière est franchie. Derrière elle, les quelques villageois et curieux de passage ne seront autorisés à voir les corps qu'aux heures de visite prévues à cet effet. Au seuil du deuxième cordon de sécurité, situé en deçà de la zone d'excavation, le militant chargé de la régulation des passages demande à ce que l'on attende quelques instants, le temps d'avertir archéologues et anthropologues, tandis que la psychologue ritualise le réconfort d'une main posée sur l'épaule de la visiteuse. Une fois la deuxième barrière franchie, celle-ci se retrouve enfin devant les corps. Après un long moment de recueillement, souvent filmé, le proche de la victime est invité à regagner l'espace de témoignage. Un long entretien s'ensuit, conduit par la psychologue, un historien et une anthropologue physique.

Dans ce territoire balisé, on ne se meut pas à sa guise. Le visiteur est guidé, contraint de faire des haltes transitoires, à franchir des barrières qui aménagent autant de laps de temps

1. Observations des 1^{er} et 2 août 2012.

que de discussions ponctuelles où la situation est expliquée, sans cesse redéfinie par les cadrages qu'imposent les différents experts avec lesquels le visiteur interagit. Au fil de ses déambulations, toujours escorté par un membre de l'équipe, il se retrouve dans de multiples micro-espaces où il est incité à adopter des comportements pertinents : on lui aménage des moments où il peut s'émouvoir devant la fosse, se plonger dans le silence, laisser par la suite éclater sa colère devant les militants, libérer longuement la parole dans l'espace de témoignage, puiser dans ses souvenirs pour réveiller un détail physique à l'attention de l'anthropologue légiste, etc. Individus habilités à réguler les entrées et les sorties, à panser, à expliquer, à encourager l'expression de la colère : cette distribution des rôles, matérialisée dans un quadrillage de l'espace, entend façonner les postures légitimes à endosser face à la réapparition des disparus. En dépit des entraves, le lieu n'empêche pas, il entend *produire* des comportements réparateurs jusqu'alors jamais autorisés par le « village », selon ces entrepreneurs de mobilisation.

Cette appropriation physique du lieu entend ainsi disputer au « village » le monopole du sens à donner à la fosse. Cette reconfiguration de la narration locale s'observe en pratique. Sur ce territoire contrôlé, le « mort », identité figée par le récit villageois, *rencontre* la « victime-disparu » qu'exhibe le collectif et lui cède le pas. La posture de souveraineté qu'autorise le récit villageois sur le sens à donner à la fosse se dérobe, en effet, au moment où l'on vient découvrir les corps dans leur matérialité ; au moment où le « coteau des morts » *devient*, sous les yeux des villageois, un étalage de corps exposés dont tout rappelle l'humanité récente (semelles de chaussure, objets, etc.) et la brutalité éprouvée.

Il ne nous appartient sans doute pas de mesurer l'impact émotif que génèrent dans le « for intérieur » des visiteurs ces longues interactions silencieuses entre les villageois et les corps exhibés. Indiquons tout au plus que cette « réapparition », comme le recueillement qu'elle autorise, est d'emblée happée dans un contexte et médiatisée par des individus dont les actes traduisent et redéfinissent continuellement la situation¹.

Le passage du récit à la matière est simultanément mis en verbe et en actes par les différents acteurs en présence. Face à l'exhumation, le villageois côtoie non seulement les corps, mais également les légistes. Sis dans l'intimité de la fosse, ceux-ci manipulent les corps selon des méthodologies sophistiquées, expliquent le cours des travaux aux villageois, les sollicitent, dossier en mains, en consignait le moindre de leurs propos, renvoient chaque détail lâché au hasard d'un souvenir à des taxinomies rigoureuses, imposent des questionnements jusqu'alors jamais envisagés, etc. Les pratiques comme l'affairement énergique des experts attestent d'une « corporalité *post-mortem* », d'une deuxième vie offerte à un corps dont le sort demeurerait jusqu'alors réifié par les récits autochtones. Le corps a soudainement des choses à dire, que le villageois ignore ; de témoin, le villageois devient un auxiliaire du travail médico-légal. De même, le regard porté par le visiteur sur la fosse est simultanément accompagné par la présence de la psychologue. Celle-ci interroge longuement les villageois, aménage un cadre de libération de la parole, valide et reconnaît la moindre impression partagée, valorise leur propre version des faits, et non les récits rapportés, manière, selon elle, de les placer devant « leur propre réalité »². La psychologue fait office d'instance de ratification d'un récit individualisé, qui vise à disputer la suprématie locale aux rumeurs,

1. Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome I. La présentation de soi*, Paris, Minuit, 1973 (1^{re} éd. américaine : 1959).

2. Entretien, psychologue du FEFM, Istán, 2 août 2012.

censures et réécritures villageoises. Enfin, la découverte des corps est tout autant médiatisée par le lexique et les références mobilisées par les militants, historiens et avocats du FEFM. Ceux-ci universalisent les faits (« crimes contre l'humanité »), les replacent, en s'épanchant sur les exhumations menées à l'autre coin du pays, dans un cadre géographique national, chiffrent le nombre des victimes de la région, multiplient les références historiques pour replacer la tuerie dans une longue chaîne de massacres, mettent aux normes les dénominations (les « camarades », le « coup d'État » franquiste, la « légalité » républicaine, etc.).

En se rendant au « coteau des morts », le visiteur se retrouve autant devant la réalité extraordinaire d'une exhibition de corps suppliciés qu'il est propulsé dans un fragment d'espace balisé et saturé de références que véhiculent des acteurs dotés de légitimités complémentaires et intimidantes pour un public rural (langage médical, scientifique, juridique, militant, etc.), qui incitent à la réécriture de l'histoire du lieu. Il s'agit d'un espace approprié, où la pratique de la prosopopée a effet de palimpseste. On y fait « parler les morts » : pour attester de la véracité d'une violence remise en question ou altérée par les mémoires villageoises (légistes) ; pour dévoiler la dimension *politique* de la répression, euphémisée par les censures villageoises (militants, historiens) ; pour certifier d'une *injustice* subie, condamnable et réparable selon les catégories du droit international (avocats) ; pour assurer que le deuil, jusqu'alors resté en suspens, puisse enfin être observé (psychologue). Autant de « prises de parole », qui entendent reconfigurer, auprès des visiteurs, la signification à donner au lieu. Mais bien qu'en apparence éclatées, ces prises de parole sont alignées sur une grammaire militante.

Acte 3. Produire des « victimes de gauche », politiser le post-conflit

Le soir de notre arrivée, nous dînons au bar du village. Au détour d'une conversation portant sur le nombre de républicains espagnols déportés dans le camp autrichien de Mauthausen, deux militants se demandent soudainement si certains d'entre eux ne seraient pas originaires d'Istán, « la plupart étaient andalous » justifient-ils. Vérification aussitôt faite sur une tablette électronique, les militants découvrent que deux autochtones avaient effectivement été déportés. Cependant qu'un militant se presse d'aller questionner le patron du bar, le *leader* du FEFM déduit que « s'ils ont déporté des gens de ce petit village, c'est que c'était vraiment républicain ici ». De retour, le militant nous informe qu'un guérillero serait également enterré dans une caverne non loin du village. Décision est prise d'aller l'exhumer – ce qui ne sera pas fait faute de localisation précise.

Lors des réunions préparatoires observées¹, les échanges se polarisaient déjà sur la nécessité de prouver l'identité « républicaine » des victimes. Cet effort sera prolongé en pratique au village. Au hasard des situations et des aveux glanés incidemment ici ou là, les militants établissent, fût-ce par un bricolage de situation, une généalogie politique des victimes qu'ils crayonnent au fur et à mesure sur papier. L'investigation militante ne se contente pas de relever des faits bruts. Les preuves relevées sont au contraire constamment ajustées sur la grammaire militante.

1. Observations de réunions à Sabadell (Catalogne), avril 2012.

« Il faut vérifier les résultats des élections de février 1936 dans le village, là on verra s'il y a eu des gens ici qui ont soutenu le Front populaire ! » ; « Il faut en savoir plus sur la localisation des maquis dans le coin ! »...¹

Le dénombrement des victimes s'accompagne simultanément d'une cartographie de la résistance républicaine et de la documentation d'une répression planifiée. Il s'agit de prouver que l'on défend des victimes structurelles, ciblées, dans un village politisé, et non les victimes de « jalousies », de « rancunes » et de « règlements de comptes », comme les dépeignent usuellement les villageois.

Les découvertes fortuites – telle la présence de maquisards dans la région –, accueillies avec enthousiasme, sont continuellement mises en cohérence avec la ligne associative par le président du FEFM lors des délibérations afin de souder le groupe militant. Elles entretiennent d'abord le sens de leur activité : les exhumateurs ne sont guère des fossoyeurs venus s'immiscer dans des affaires privées, image que d'aucuns leur renvoient, mais bien des « militants mémoriels ». Elles confirmeraient également la « peur » qui sévirait toujours dans le hameau : « Ça fait 70 ans qu'ils sont là et personne n'a osé venir les sortir ! », s'exclament les membres de l'équipe, attestant ainsi du bien-fondé de la cause. Elles règlent également le sens des engagements individuels sur le discours du FEFM et de celui de la situation vécue. Lors des délibérations, en effet, anthropologues, archéologues et psychologues font face à une même mise en intrigue dramatique de la cause, celle d'une vérité enfouie (l'identité *politique* des victimes), que les non-dits et l'ignorance n'auraient fait qu'occulter indéfiniment, avant d'être soudainement éclairée par l'entremise volontaire de l'association. Enfin, la définition politique de la victime confirme la légitimité du positionnement associatif face aux associations concurrentes : à la différence des exhumations qui ne célèbrent que la « dignité » retrouvée des proches, « privatisation » de la souffrance abhorrée, le FEFM publie la stigmatisation meurtrière d'une identité politique.

Sur le terrain, l'hybridation de la martyrologie militante et des registres de sortie de conflit se donne à voir aux abords de la fosse. Les longues séances de témoignages encadrées par la psychologue du FEFM sont un premier exemple. Après avoir interrogé le proche de sorte à évaluer le trauma psychologique provoqué par la « disparition », la psychologue aborde soudainement des thématiques politiques :

« Était-il militant ? Avec la Transition démocratique, avez-vous ressenti une amélioration en tant que famille de victime ? Avez-vous déjà été reconnu en tant que famille ? Vous pensez que l'exhumation est bénéfique au village ? Au pays ? Pensez-vous que ça sert à rendre justice ? », etc.

L'élaboration de ce questionnaire est en soi heuristique, car il permet de penser l'articulation du cadre légitime d'intervention psychosocial dans l'univers du post-conflit et l'ajustement progressif des comportements individuels sur l'idiosyncrasie du collectif militant. Interrogée sur la manière dont elle a construit son questionnaire, la psychologue confie qu'à quelques jours de sa première exhumation avec le FEFM, ne sachant quoi préparer, elle a téléchargé un protocole portant sur le « modèle d'intervention psychosocial » à appliquer lors d'une

1. Instructions régulièrement données tout le long du séjour par le président du FEFM aux membres du groupe à mesure que de nouvelles données sont recueillies (lors des dîners, des assemblées générales quotidiennes, de la découverte d'un indice matériel). Observations personnelles.

exhumation de fosse commune¹. Ce document, rédigé par une ONG espagnole, se règle sur les standards internationaux en vogue. Elle l'appliquera la première fois à la lettre. Puis, au fur et à mesure de sa participation avec le FEFM, elle retirera des questions qui ne lui semblaient plus pertinentes, les remplaçant par d'autres qu'elle qualifie de « psycho-politique », en adéquation avec le travail du groupe. La « politisation » du questionnaire – manifestée matériellement par un photocopie maculé de biffures et de rajouts – se prolonge dans la perception qu'elle a de l'espace de témoignage qu'elle contrôle. Elle concède qu'il soit un espace permettant l'amorce du deuil, mais il est également pensé comme « un lieu de revendication des valeurs de gauche et de la République [...] qui permet que toute cette fierté dissimulée soit exprimée ». La revendication d'une thérapie militante n'est pas de simple rhétorique : elle est fonction d'événements casuels vécus antérieurement (l'espace de témoignage a pu devenir un lieu d'expression de la colère militante, voire un lieu de recrutement des proches de « disparus » dans les rangs du FEFM) ayant servi d'alibi à la cause militante. C'est à cette aune que le « traumatisme » individuel est progressivement traité comme un « traumatisme » politique, et que l'impossibilité de faire le deuil équivaut, selon la psychologue, à une impossibilité de revendiquer la République.

Le travail d'identification des corps entend tout autant produire une « victime républicaine ». Cette nécessité est notamment révélée à l'occasion d'événements fortuits. Aux abords du charnier, une dame âgée vient fournir la photographie de son père, qui y est « enterré ». Le cliché passe de mains en mains. Captivé, un militant l'examine longuement. Puis, larmes aux yeux, il confie que cette image lui permet d'humaniser les corps recouverts et de concrétiser la cruauté de l'assassinat. La photographie passera ensuite entre les mains de l'anthropologue physique. Loupe monocle vissée à l'œil, celle-ci annote la moindre particularité physique dans un registre, en vue de parfaire le futur travail de laboratoire. Plus tard, ce seront deux historiens qui examineront l'image. Cette fois, la loupe monocle servira à relever le moindre indice (insignes, uniformes, détails vestimentaires) qui feraient état d'un militantisme politique « républicain ».

Si les détails relevés par l'anthropologue physique resteront confinés dans le secret de son registre, ceux relevés par les historiens rythmeront aussitôt les débats au sein du groupe. Interrogés sur leur rôle, les historiens indiquent compléter doublement le travail d'identification.

« Nous les historiens, nous sommes là pour compléter le travail des archéologues et des anthropologues légistes. On complète d'abord le travail d'identification : eux, en examinant les os et les restes, ils reconstruisent l'histoire et déterminent la vérité sur les faits, nous on complète ce travail de vérité en examinant les documents, archives, témoignages... on aide le travail d'identification. Puis, notre deuxième travail c'est de documenter tout ce qui est arrivé ici à Istán, les événements politiques [...]. On considère les individus qui sont dans la fosse comme des compagnons, des camarades, nous on est là pour les camarades, on a une obligation intellectuelle, morale et historique envers eux [...]. »²

La documentation du contexte politique est une méthode courante lors des enquêtes médico-légales sur les disparus. Elle permet de déduire le mode opératoire répressif et de faciliter le travail d'identification biologique³. À Istán, toutefois, le travail des historiens ne vient pas

1. Entretien, psychologue du FEFM, cité.

2. Entretien, historien du FEFM, Istán, 2 août 2012.

3. Entretien Luis Fonbrider, président de l'Equipo Argentino de Antropología Forense (EAAF), Barcelone, 14 décembre 2012.

assister l'identification médico-légale, mais la compléter : en se plongeant de longues heures dans les archives du village, dans les registres des organisations de résistance ou encore dans les rares monographies griffonnées par des historiens locaux, ils entendent surtout prouver que les individus identifiés bio-anthropologiquement étaient encartés et qu'Istán était un village « républicain » réprimé.

Le contrôle de l'image des corps mérite également attention. Au sein du FEFM, seul le militant chargé de l'audiovisuel est autorisé à filmer et prendre en photo les travaux. Lors de la visite des journalistes, ceux-ci, toujours escortés par le militant, seront priés de ne pas prendre les corps en photo, de préférer des vues d'ensemble (où drapeaux républicains, banderoles revendicatives sont stratégiquement déployés). Le contrôle de l'image a surtout vocation à prévenir un sensationnalisme qui mettrait l'accent sur le spectacle des corps violentés (crânes perforés, squelettes menottés) au détriment des idéaux défendus.

« Ça fait dix ans qu'on nous bassine avec des petits vieux qui pleurent et avec des os, on s'en fout de la victimisation, c'est pas le problème, nous on veut qu'ils [la presse] parlent des idées que ces gens défendaient et que l'on défend, qu'ils parlent de la République ! »¹

Manifestation d'une « vérité » qui atteste de la gratuité de la violence subie, lieu de recueillement mémoriel², l'économie d'exhibition des corps doit, en l'occurrence, représenter face aux médias un lieu d'actualisation d'une identité et d'un projet politiques. Face au micro, temporalité courte où l'efficacité d'un discours s'indexe sur une montée en généralité, les « conventions » et « standards » internationaux des droits de l'Homme sont invoqués par les cadres associatifs afin d'attester de la barbarie du « coup d'État franquiste ».

Mais c'est surtout la cérémonie organisée en hommage aux « victimes-camarades » qui met en forme publiquement la grammaire de mobilisation. Organisé à la fin des travaux d'exca-
vation devant un parterre de familles et de villageois, ce rituel, qui sollicite l'ensemble du personnel du FEFM, cristallise l'agencement des répertoires commémoratifs de la gauche républicaine aux thérapeutiques du post-conflit. Les modes d'interpellation des villageois, la rhétorique mobilisée, comme la sélection des intervenants incorporent le rite funéraire et commémoratif dans l'économie d'un *meeting* politique républicain.

Au micro n'ont été sélectionnés que des individus sachant mobiliser leur autochtonie au service de la revendication protestataire (petit-neveu d'un disparu qui s'était déclaré « républicain », qui dé-spécifie l'assassinat de son aïeul ; responsables associatifs et députés « andalous-républicains », multipliant les références au lourd tribut payé par les Andalous). L'hommage aux victimes est également un hommage au dévouement désintéressé des exhumateurs. Si le bénévolat, le haut degré de compétence scientifique et leur extranéité font foi de leur probité, ces caractéristiques servent à valoriser le dévouement d'un collectif qualifié de « dernière milice antifranquiste », venue « libérer » le village. Enfin, l'hommage entend historiciser le drame villageois. L'exhumation viendrait mettre fin à la parenthèse dans laquelle Istán semblait s'être éternellement enfermé : la défaite. Après avoir entonné le *Chant des barricades* et *L'Internationale*, en hommage aux disparus exhibés, le président du FEFM s'adresse avec véhémence à ce « village républicain » et appelle tout un chacun à suivre l'exemple des « camarades ici présent » afin de lutter pour l'instauration de la Troisième République.

1. Exclamation du président du FEFM.

2. Hélène Dumas, Rémi Korman, « Espaces de la mémoire du génocide des Tutsi au Rwanda », *Afrique contemporaine*, 238 (2), 2011, p. 11-27.

En guise d'ouverture. Subjectivations républicaines : legs traumatique versus legs politique ?

La posture du FEFM est à rapprocher en partie de la posture agonistique endossée par les collectifs ayant refusé le statut de « victime » dans d'autres contextes. La « victime » y est considérée comme une identité sociale qui ne s'indexerait que sur l'expérimentation contingente d'un « fait » (être blessé, torturé, disparaître, perdre à jamais de vue un proche, etc.), subsumée dans une catégorie assujettissante (le « traumatisme »), qui tendrait à obscurcir l'épaisseur militante qui formerait l'identité véritable des individus, et qui fait toujours encourir le risque d'une mise en équivalence du statut avec celui du bourreau¹. Registre consensuel, le statut de victime s'accommoderait de la prétention pacificatrice des politiques de sortie de conflit. Dans de tels cas, à l'éternelle doléance à laquelle semble condamnée – et cantonnée institutionnellement² – la « victime » est préférée la poursuite de l'affrontement, tel qu'ont pu y inviter les Mères de la place de Mai en Argentine ou certains militants anti-apartheid³.

La critique par le FEFM de la victime « privée » et « dépolitisée » s'apparente à ces positionnements, à la différence que l'association incorpore dans son activité critique le dispositif contemporain de gestion des victimes de la violence d'État. Si les collectifs précités ont revendiqué une filiation militante et rejeté la filiation traumatique que produirait la thérapeutique du post-conflit, la revendication du FEFM prend ici le chemin d'une extraversion militante de ces politiques de soin. En l'espèce, la qualification des victimes n'est guère opérée en marge des dispositifs promus – comme l'exhumation médico-légale –, elle s'y déploie dans leur économie même, par la voie du détournement⁴ et de la ré-énonciation⁵. Pour ne s'en tenir qu'à la pratique de l'identification – l'une des fonctions principales de l'exhumation médico-légale –, cette ethnographie révèle que l'identification *des* disparus est indissociable d'une identification *avec* leur lutte. Pour ce faire, par son mode spécifique d'intervention, le collectif vise à conjurer tout rapport strictement « privé » et affectif avec la victime. Il entend orchestrer, au contraire, une « communion politique » avec les morts, selon les termes des militants, qui dégagerait les conditions d'un investissement de la cause républicaine.

Dans l'espace des mobilisations victimaires espagnoles, ce mode de problématisation et de gestion militantes de la cause des disparus alimente l'accusation d'une instrumentalisation du deuil familial à des fins idéologiques de la part des *challengers* du FEFM. Alors qu'elles mériteraient d'être affranchies de la douleur (de la honte, de la culpabilité, de la colère, etc.) et de retrouver un équilibre psychique⁶, les familles seraient reléguées au second plan, déposées d'un deuil qui leur a longtemps été refusé, voire souffriraient d'un nouveau déni de leur statut de victimes véritables. La « bonne » récupération de l'histoire familiale, traversée

1. D. Fassin, *La raison humanitaire...*, *op. cit.*

2. S. Lefranc, « Pleurer ensemble restaure-t-il le lien social ?... », *cit.*

3. Sandrine Lefranc, *Politiques du pardon*, Paris, PUF, 2002.

4. Michel de Certeau, *L'invention du quotidien. Tome I. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1980.

5. Jean-François Bayart, « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, 35 (3), juin 1985, p. 343-373.

6. Ernolando Parra Parra, « Intervención Psicosocial en exhumaciones en España », communication présentée lors des journées d'étude « Jornadas Derechos humanos y memoria histórica », les 23 et 24 février 2012, consultable à l'adresse suivante : <<http://www.derechosociales.unizar.es/Documenta/Parra.pdf>> (dernière consultation le 8 janvier 2014).

jusqu' alors de béances, de silences et de discontinuités, comme la possibilité de « se dire » et de se raconter librement¹ seraient altérées par les « manœuvres idéologiques » du FEFM.

Seulement, réduire les pratiques du FEFM à une stricte actualisation de répertoires commémoratifs communistes, qui exalteraient l'identité communautaire au détriment de l'individu², ne résiste pas à l'examen empirique. Comme en atteste l'incorporation des pratiques en vogue de l'univers international du post-conflit, l'individuation du sort des disparus et de leurs proches est également un effet de la stratégie militante du collectif. Autrement dit, bien qu'elle prenne l'allure d'une assignation identitaire collective qui ferait peu de cas de l'étendue des appréciations et des ressentis individuels, l'exhumation, telle qu'organisée par le FEFM, n'en demeure pas moins tournée vers les proches des victimes. Pour ces derniers, et à titre d'exemple, le jour de la ré-inhumation est l'occasion d'un accès renouvelé à la subjectivité passée des victimes. Outre la restitution du corps du disparu, promis enfin à une place dans le cimetière du village et à une réintégration dans une « communauté des morts » dont il avait été exclu³, le FEFM adresse aux familles un ensemble de rapports d'enquête (médico-légales, psychologiques, historiques) qui ressuscitent l'identité individuelle des victimes (noms, surnoms, travail, liens généalogiques), leurs conditions d'existence (histoire personnelle, situation économique), leur vécu quotidien (affinités, anecdotes biographiques), etc. Le souci d'individuation contraste ici avec un répertoire commémoratif qui se contenterait de glorifier la geste héroïque de militants dont on marquerait indifféremment les noms sur une stèle. L'identification médico-légale, l'enquête historique comme le recueil de témoignages par les psychologues rétablissent au contraire ici toute la consistance biographique des subjectivités.

De plus, le FEFM ne se limite pas à prodiguer un soin individualisé, à la différence des autres collectifs qui cherchent avant tout à ce que les familles se déchargent du legs traumatique. Le collectif entend offrir aux familles un autre moyen de faire entendre leur cause que le traumatisme, opérateur de sens qui, utilisé dans sa version mondaine par les militants⁴, cantonnerait le drame à un versant « humanitaire » qui conjurerait la possibilité de se dire « de gauche ». Une telle approche signerait, selon les militants, l'ultime victoire idéologique d'un franquisme ayant anéanti la fierté d'appartenir à cette famille politique. Au legs traumatique, le FEFM entend substituer le legs politique : redresser les torts subis par les proches des disparus revient à prouver scientifiquement (c'est-à-dire par tous les savoirs convoqués pendant l'enquête et que les praticiens alignent sur une grammaire militante) la vérité d'une filiation politique et inviter les proches à s'approprier le legs de leurs disparus.

« Il faut en finir avec le “grand-périsme” [*el abuelismo*], [...] on ne les a pas tués pour être des grands-pères, des pères, des frères ou des sœurs, mais pour avoir lutté contre le fascisme, pour avoir été des révolutionnaires. Il faut que les gens récupèrent leurs valeurs. »⁵

1. Gabriel Gatti, *Identidades desaparecidas. Peleas por el sentido en los mundos de la desaparición forzada*, Buenos Aires, Prometeo libros, 2008.

2. Isabelle Delpla, « Incertitudes privées et publiques sur les disparus en Bosnie-Herzégovine », dans Marc Le Pape, Johanna Simeant, Claudine Vidal (dir.), *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La Découverte, 2006, p. 287-301.

3. F. Ferrandiz, « Exhuming the Defeated... », art. cité.

4. Didier Fassin, Richard Rechtman, *L'Empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, 2007.

5. Président du FEFM, 2 août 2012.

En appeler à la réappropriation des valeurs des « militants-disparus », à la perpétuation de leur héritage, reconnecter les histoires familiales au Récit des luttes passées, regretter avec force nostalgie la perte d'un temps politique sublimé... la sensibilisation des proches des « disparus » repose certes sur les ressorts affectifs classiques des mobilisations mémorielles. Ce faisant, le travail militant de sensibilisation ne se limite pas ici à une simple exposition rhétorique de griefs et de référents qui escomptent sur l'enrôlement du soutien émotif du public. Il se combine à un mode d'interpellation qui invite les individus à engager une réflexion sur leur propre filiation et en appelle ainsi à l'exécution d'un devoir testamentaire : le « dispositif de sensibilisation »¹ entend révéler, par l'économie d'exposition physique des « corps républicains », la condition politique des filiations individuelles. En cela, le FEFM n'invoque pas tant la nostalgie d'une lutte mythique pour enrôler les loyautés et produire des « héritiers » qu'il opère directement sur le lien filial, en s'insinuant dans les vécus, les non-dits de l'histoire familiale et les ressentis traumatiques, pour les requalifier et les convertir en ferment d'une combativité politique renouvelée.

« Retrouver le disparu, c'est retrouver le "républicain" qui sommeillait en vous », telle pourrait être la formule qui caractérise le travail de subjectivation qu'entend promouvoir le FEFM. L'exhumation doit produire de nouvelles manières de rendre compte de soi : elle invite à ce que tout un chacun puise dans sa propre généalogie, se réapproprie son propre « patrimoine agonistique » et s'engage dans la lutte contre les « héritiers du franquisme ».

— Sélim Smaoui —

Doctorant en science politique à Sciences Po Paris, **Sélim Smaoui** est attaché temporaire d'enseignement et de recherche à Sciences Po Aix-en-Provence. Il travaille sur les mobilisations des victimes du franquisme en Espagne. Il est également l'auteur de travaux portant sur les mouvements protestataires au Maroc et a notamment publié (avec Mohamed Wazif) « Étendard de lutte ou pavillon de complaisance ? S'engager sous la bannière du "mouvement du 20 février" à Casablanca », dans Amin Allal, Thomas Pierret (dir.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 55-79 (Sciences Po Paris, CERL, 56 rue Jacob, 75006 Paris, <selims86@hotmail.com>).

1. Christophe Traïni (dir.), *Émotions... Mobilisations !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

Annexe : Le FEFM face à ses concurrents

Les associations spécialisées dans l'exhumation médico-légale des « disparus » se sont fortement développées depuis l'année 2000, date inaugurant les premières exhumations contemporaines. Au sein de cet espace, le FEFM se positionne par rapport à deux principaux collectifs : l'Association de récupération de la mémoire historique (ARMH) et la Sociedad de Ciencias Aranzadi. Créée en 2000, l'ARMH a impulsé la pratique contemporaine des exhumations. Elle rassemble des parents de « disparus » et jouit d'une forte notoriété dans l'espace médiatique. L'association bénéficie toutefois des ressources militantes fournies par certains de ses membres les plus actifs (proches de Gauche unie, ou du Parti socialiste ouvrier espagnol, anciens fonctionnaires de l'ONU, etc.). L'ARMH fonctionne en réseau et travaille aux côtés d'organismes indépendants au niveau national (Psychologues sans frontières, Sociedad de Ciencias Aranzadi, etc.) ou international (Équipe argentine d'anthropologie médico-légale). Au niveau local, l'association collabore avec des dizaines de petites structures associatives. Ces associations ne sont toutefois pas organiquement liées à l'ARMH. L'association s'est dotée d'un laboratoire en 2009, sur le campus universitaire de Ponferrada (León), afin d'identifier les corps des « disparus » exhumés. Elle bénéficie ainsi de son propre réseau de bio-anthropologues et d'archéologues. La Sociedad de Ciencias Aranzadi, également spécialisée dans les exhumations, intervient essentiellement au Pays basque. Elle est exclusivement composée d'archéologues, d'anthropologues et de médecins légistes de l'Université du Pays basque. Les membres de ce laboratoire agissent (depuis 2000) à la demande des associations de familles de disparus, dont l'ARMH, et circonscrivent leur collaboration à un appui strictement « scientifique ». Certains de ses membres, qui jouissent d'une notoriété dans le champ académique, ont notamment participé à la rédaction de protocoles visant à systématiser la pratique des exhumations médico-légales et à les aligner sur les canons internationaux.

La Federacion Estatal de Foros por la Memoria (FEFM-2005), créé au départ au sein de l'appareil du Parti communiste espagnol (PCE) sous le nom de Foro por la Memoria en 2002, se distingue de ces deux associations par son organisation et la composition de ses membres. Il s'agit d'une fédération qui regroupe, depuis 2005, une vingtaine de sections locales de tailles variables et fonctionnant selon une structure pyramidale. Le collectif est principalement composé de militants issus du PCE, reconvertis dans l'activisme mémoriel, ainsi que de militants multipositionnés au sein de nombreux collectifs de la gauche espagnole (Confédération nationale du travail, collectifs étudiants, associations de quartier, centres sociaux autogérés, etc.). Concernant le personnel scientifique, le collectif a initialement collaboré avec des archéologues encartés ou proches du PCE jusqu'en 2005. À partir de cette date, le FEFM a recruté des archéologues et bio-anthropologues issus de l'Université autonome de Barcelone. Lors de certaines exhumations, le FEFM a incorporé dans ses rangs quelques familles de disparus.

Le FEFM se caractérise par un contrôle strict de ses membres (discipline interne, abnégation recherchée de ses membres) et poursuit une stratégie de recrutement de ses collaborateurs – le collectif s'est toutefois ouvert, par le passé, à des collaborations ponctuelles avec l'ONG internationale Equipo Nizkor (spécialisée dans la lutte contre l'impunité) ainsi qu'avec des anthropologues légistes étrangers. Cette stratégie fut notamment menée à l'occasion de l'organisation par le FEFM du 1^{er} Congrès des victimes du franquisme (20-22 avril 2012, à Rivas-Vaciamadrid), au cours duquel l'association a tenté de fédérer plusieurs dizaines d'associations de victimes du franquisme. Alors que l'ARMH et la Sociedad de Ciencias Aranzadi déclarent agir strictement en faveur des familles de victimes, les exhumations sont pour le FEFM un moyen de reconstruction de la gauche républicaine.